

ELSENHANS HARTMUT [*]

Le conditionnement social du développement du capitalisme : trois exemples

La dimension du politique et du social dans une théorie historique de l'accumulation

THEORIE DU CYCLE OU ECONOMIE POLITIQUE NOUVELLE

La théorie des relations internationales s'est orientée de plus en plus vers des modèles globaux de systèmes mondiaux composés non pas seulement d'Etats dirigés par des gouvernements mais de subsystemes de caractère et de niveau différents, subsystemes dont la condition et même la structuration sont considérées comme façonnées par leur insertion dans le système mondial. L'intégration de ces subsystemes étant postulée, il faut une théorie qui explique l'essentiel de leur interaction. Quelle que soit l'origine scientifique des promoteurs (néo-classiques, marxistes, sociologues, politologues) des différents modèles, ils s'adressent à la théorie économique, alors qu'ils pourraient s'adresser à une théorie de la communication. La raison me semble être que la démarche vers les systèmes globaux peut se référer à la théorie de l'impérialisme formulée au début du 20e siècle. Celle-ci contient une théorie de l'expansion de l'économie capitaliste basée sur une analyse de contradictions dont l'émergence nécessaire à l'échelle nationale est postulée. Elle est liée à une théorie des contradictions économiques et sociales des économies dominantes et une analyse historique de l'évolution qui permet d'expliquer la constitution du système global. Le malheur est pourtant

que ces modèles globaux s'appuient sur une économie politique qui date. Ils ne dialoguent donc pas avec l'évolution théorique des sciences économiques. En plus, leurs recettes de transformation du système global passent à côté des possibilités réelles de transformation du système global. Par conséquent ces modèles basés sur la théorie marxiste passent à côté des pratiques de groupes sociaux importants qui façonnent ce dernier (mouvements paysans et ouvriers, syndicats, ONG...). Sur le plan théorique, l'économisme de fait de la théorie du capitalisme formulé par Marx - tout à fait à l'opposé de l'approche interdisciplinaire postulée par lui-même - fait que l'importance des luttes de classes pour le façonnement concret de ces systèmes internationaux leur échappe. Les promoteurs des modèles globaux mondiaux viennent des sciences sociales et sont surtout politologues et sociologues. Ils accèdent à la théorie économique par l'économie politique de Marx qui - dernière tentative de théorisation globale - leur fait une place. L'économie politique de Marx considère que l'accumulation des capitalistes est automatique dès qu'il y a des capitalistes et du travail salarial. Elle considère que la crise est nécessaire puisque l'accumulation du capital doit conduire à la hausse de sa composition organique et par là à la baisse du taux du profit. Le système global tend donc à être un jeu à somme-zéro. Les forces sociales en présence ne peuvent pas se libérer de cette contrainte, ce qui - en théorie - limite leur capacité de transformer la société. La pratique réelle des groupes sociaux échappe alors à la théorie, car cette pratique aussi révolutionnaire - qu'elle puisse se dire est forcément réformiste. Des structures sociales, ancrées dans des pratiques sociales et enracinées dans des structures microsociales de socialisation (comme la famille) ne se prêtent pas à des changements radicaux. Pour rendre compte de ces changements à long terme sociologues et constructeurs de modèles globaux ont recours à des théories additionnelles.

Un de ces subterfuges me paraît être la théorie du cycle à long terme. Des cycles courts s'observent d'abord dans la conjoncture

économique. Dans le capitalisme les investissements ont tendance à se concentrer dans le temps. La hausse de la demande globale qui en résulte déclenche un processus de croissance rapide de la demande et de la production. Le ralentissement de l'investissement après sa mise en place conduit à la baisse du taux de croissance et ultérieurement à une décroissance de l'investissement jusqu'à ce que le progrès technique déclenche une nouvelle vague d'investissement. De même, on peut parler de cycle dynastique dans le mode de production tributaire[1], de cycle politique dans la composition des investissements dans les économies planifiées du "socialisme réel"[2] ou du comportement cyclique entre consommation et investissement productif des classes-État des sociétés bureaucratiques de développement[3]. Ce qui caractérise ces cycles, c'est qu'ils décrivent le comportement de systèmes observés autour d'une tendance à long terme qui, elle, est déjà considérée comme expliquée. L'analyse de ces cycles serait sans objet s'il n'existait pas une théorie du comportement des investisseurs en régime capitaliste, ou de la classe-Etat des modes de production tributaires. L'analyse de ces cycles est faite comme illustration des résultats de ces comportements.

Par ailleurs, je doute fort que les théories des cycles hégémoniques[4] ou des cycles du type Juglar/Kondratieff disposent d'une telle théorie sous-jacente. Pourquoi une économie dominante perdrait-elle son avance si elle peut reproduire toujours son avance technologique en s'appropriant des rentes technologiques ? Si le Portugal et l'Espagne ont dominé pour un temps (et alors dans quelle mesure et comment) le système mondial, ils n'ont jamais été des économies-pilotes sur le plan technologique. De même, les crises parmi les grandes crises économiques mondiales, pour lesquelles nous disposons de suffisamment de données (comme celle des années trente) ne se prêtent guère à des explications basées sur les contradictions créées déjà au moment où la dernière crise était surmontée, mais à des explications à partir de politiques concrètes et mal adaptées de groupes sociaux qui agissent, à partir de jugements

peut-être erronés mais liés à des situations historiques concrètes. Quels parallélismes peut-on établir entre la lutte féroce des capitalistes américains contre le pouvoir syndical dans les années vingt de ce siècle, qui font que les salaires réels n'augmentaient pas en parallèle avec la productivité[5], (ce qui est la cause ultime de la crise de 1929), et la lutte des couronnes européennes pour hausser la part du fisc dans les 16e et 17e siècles, (ce qui est à la base de la crise du 17e siècle[6]) ? L'explication des cycles à court terme part de l'analyse d'une distribution du pouvoir économique et de règles de comportement imposés aux différents groupes sociaux, à travers l'analyse des contradictions qui naissent de ces comportements. Une telle base théorique me paraît manquer aux théories des cycles longs et des cycles d'hégémonie.

Si l'on veut maintenir l'approche de la construction de modèles globaux historiques, il me paraît plus fructueux de reformuler l'économie politique à partir de la révolution keynésienne, d'intégrer la nouvelle dimension du politique et du social qu'elle implique et de concrétiser cette perspective par une théorie des modes de production. Les modes de production créent les différences dans les règles de comportement des classes dirigeantes et dans les pratiques des classes dominées. Certes, dans cette démarche, le résultat de l'histoire devient dépendant de pratiques politiques et sociales qui ne peuvent pas être pronostiquées au même degré qu'un automatisme de l'accumulation. A la limite, l'émergence du système capitaliste peut alors apparaître comme aléatoire[7], de même que son dépassement.

Je considère que la plus grande faiblesse des théorisations globales réside dans le fait, qu'elles conçoivent la croissance économique comme étant dépendante du surplus économique lequel serait accumulé quasi automatiquement dès qu'il est disponible et aussi longtemps qu'il n'y a pas suraccumulation. Cette hypothèse influe sur la formulation de questions comme celle de l'accumulation primitive ou de l'exploitation de la périphérie par le Centre, et conduit même à

l'incapacité de comprendre la nouvelle division internationale du travail et l'émergence des pays nouvellement industrialisés. Je commence donc par proposer une théorie alternative de la croissance en régime capitaliste. Je montre ensuite son application au problème de la genèse du capitalisme et ses implications pour la dimension du politique et du social. Je passerai enfin à la question de savoir comment l'expansion du capitalisme vers les périphéries peut conduire ou bien au sous-développement ou bien au développement. Je poserai enfin la question des conditions du développement dans les nouveaux modes de production qui ont émergé dans la périphérie.

ACCUMULATION ET EGALITE

Ma première proposition est la suivante : puisque en régime capitaliste une technologie nouvelle ne peut être employée que si elle diminue les coûts unitaires (ce qui conduit à salaire réel constant à une hausse du taux de profit) la genèse du capitalisme et son développement nécessitent des rapports de forces entre travail et capital qui permettent au travail d'imposer la hausse des salaires réels[8].

Les coûts de production sont $c+v+p$, où c = le capital constant consommé, v = le capital variable (donc la masse de salaires payés) et p = la masse de profit. Le taux de profit est $\pi = p/c+v$.

La condition pour qu'une technologie nouvelle soit économiquement rentable peut être écrite en termes marxistes (et calculée sur une même quantité) :

1-
$$C_1 + V_1 + p_1 > C_2 + V_2 + p_2$$

ou

2-
$$C_1 + V_1 + p_1 = C_2 + V_2 + p_2$$

avec un taux de profit qui monte :

$$3- p_1/c_1 + v_1 < p_2/c_2 + v_2$$

La première condition formalise l'exigence qu'une technologie nouvelle doit baisser les coûts unitaires de production, la deuxième que les capitalistes ne choisissent une technologie nouvelle que si leur taux de profit augmente (autrement ils investiraient dans la vieille technologie). En introduisant la définition du taux de profit nous obtenons à partir de 1. et à partir de 2. et 3.

$$4- (c_1 + v_1) (1 + \pi) > (c_2 + v_2) (1 + \pi)$$

A salaire réel constant, on peut déduire que $p_2/p_1 > c_2 + v_2/c_1 + v_1$ C'est à dire que toute accumulation à salaire constant ne peut que hausser le taux de profit^[9].

L'introduction de la proposition que le capital fixe fonctionne sur plusieurs périodes, c'est-à-dire un allongement des processus de production, ne change pas les résultats.

Si l'on considère que l'ensemble des valeurs utilisées dans des technologies soit V et v , v étant la valeur du travail direct consommé dans la période de production et V étant la valeur du travail dépensé pour produire le capital fixe dans des périodes antérieures, on peut écrire en analogie avec 1. et 2.

$$5- V_1 (1 + \pi)^t + v_1 (1 + \pi) > V_2 (1 + \pi)^t + v_2 (1 + \pi)$$

Par ailleurs, une technologie plus intensive en capital est caractérisée par

$$6. V_2 > V_1 \text{ et } v_2 < v_1$$

C'est seulement si la condition (6) est remplie que la technologie nouvelle n'est pas à la fois "capital-saving" et "labour-saving", ce qui en tout cas diminuerait la somme de travail nécessaire pour la même quantité produite.

Pour que l'introduction de la technologie nouvelle ne diminue pas la

demande totale de travail, la diminution de v doit être moins importante/aussi importante que l'accroissement V . A partir de 5. nous obtenons pourtant 7.

$$7- \quad V_1 (1 + \pi)^t - V_2 (1 + \pi)^t + v_1 - v_2 > 0$$

et

$$8- \quad V_1 - v_2 > (1 + \pi)^t (V_2 - v_1)$$

Puisque $(1 + \pi)$ et à fortiori $(1 + \pi)^t$ a une valeur positive > 1 , la condition 8. n'est remplie que si :

$$9- \quad v_1 - v_2 > V_2 - v_1$$

Sur l'ensemble de la période de construction et d'utilisation, la technologie plus intensive en capital emploie moins de travail (direct et indirect) que la technologie intensive en travail et ceci d'autant plus que le taux de profit est élevé et que le rallongement des processus de production est plus long.

On peut montrer en plus que l'investissement de toute augmentation possible de surplus en provenance de l'augmentation de la productivité doit résulter dans une crise du système. Formulons **[10]**

$$9- \quad (1+y)^t Y_0 = c (1 + y)^t Y_0 + a (1 + \pi)^t C_0 + \pi (1 + \pi)^t C_0 + v$$

et, puisque la production est aussi fonction de la productivité du capital :

$$10- \quad (1 + \pi)^t b C_0 = c (1 + \pi)^t b C_0 + a (1 + \pi)^t C_0 + n (1 + \pi)^t C_0 + v$$

et d'autre part :

11- $(1 + \pi)^t b C_0 = (1 + y)^t Y_0$

On peut tirer de ces deux formulations les conclusions suivantes :

- La détermination implicite de la productivité du capital (b) est contradictoire avec 9. et 10. ; d'une part, la valeur limite est $(a + \pi) / (1 - c)$ [\[11\]](#), et d'autre part elle est zéro[\[12\]](#), ce qui signifie qu'une accumulation pour l'accumulation sans expansion des salaires réels et avec taux d'accroissement constant de la production conduit à une baisse de la productivité du capital telle que l'équilibre du système n'est plus maintenu.

- Si, par contre, on maintient stable la productivité du capital dans le modèle, les taux d'accroissement des taux de croissance et des taux de profit sont considérables et les taux de profit exorbitants et irréalistes, jusqu'à ce que la masse salariale devienne insignifiante par rapport à la production totale[\[13\]](#).

On peut interpréter ces conclusions d'une façon assez rapprochée d'un système capitaliste réel. Si le taux de croissance du capital fixe (taux d'accumulation) excède le taux de croissance de la productivité du travail (en cas de quantité de travail constant) le système va entrer en crise dès qu'il n'y a pas hausse de salaire. Cette conséquence peut être évitée si le rapport capital fixe/travail n'augmente pas, puisque l'accumulation serait extensive, c'est-à-dire que le secteur capitaliste croît aux dépens de secteurs encore non capitalisés. Dès qu'une telle "périphérie" non capitaliste ne pourrait plus être intégrée dans le système, une croissance appuyée uniquement sur la demande supplémentaire des capitalistes exigera d'une part des taux de croissance du capital en augmentation et l'accroissement rapide de la part de cette demande des capitalistes qui sert à l'investissement pour la production de biens d'équipement. Celle-ci est instable parce qu'elle repose uniquement sur les attentes. On peut laisser au choix de l'observateur, si la crise, qui en résulte, est considérée comme due à l'insuffisance du taux de croissance de la

production qui fait baisser le taux de profit (Harrod[14]) ou au changement des attentes des entrepreneurs (Hicks[15]).

Comme la performance de technologies plus modernes ne dépend pas seulement de la quantité de capital investi mais de facteurs complémentaires, telle la qualification de la main d'oeuvre, la solution possible de l'expansion par une accumulation extensive est limitée car les technologies plus intensives en capital baissent les coûts unitaires de la production[16]. L'augmentation de la productivité du travail est plus rapide que l'augmentation des coûts pour les deux composantes du capital. Alors on peut conclure qu'une accumulation extensive est sujette à des conditions.

Si sur le plan macro-économique un taux de profit constant peut être réalisé avec accumulation extensive, sur le plan micro-économique l'existence du progrès technique ne permet cette expansion que si les salaires réels montent dans le secteur déjà capitaliste. En effet, c'est seulement cette hausse des salaires qui rend rentable sur le plan microéconomique des technologies moins intensives en capital dans le secteur à bas salaire appelé à être intégré dans le système dominant. L'accumulation extensive n'est pas possible sans augmentation des salaires réels dans le secteur déjà capitaliste ; et l'accumulation intensive, en revanche, n'est pas possible sans augmentation des salaires réels.

On peut approfondir ce résultat en ajoutant quelques observations de caractère qualitatif. L'accumulation de capital est liée au progrès technique. Celui-ci peut s'orienter vers la production de biens de plus en plus sophistiqués, ce qui a été le cas dans les modes de production tributaires dont les classes dirigeantes cherchaient l'excellence dans la consommation. Il peut s'orienter également vers la production de biens banals à moindre effort de travail. L'emploi de machines n'est pas exclu dans le premier cas, notamment dans les domaines des transports et des demi-produits, mais il est fortement limité dans la fabrication de produits finis de luxe. Les produits finis

peuvent être fabriqués à l'aide de machines si des séries larges à conception identique et à qualité plutôt simple (au moins conceptions au début du machinisme) peuvent être placés sur le marché, qui alors doit être un marché constitué par des consommateurs peu exigeants[17]. La mauvaise qualité des produits de la révolution industrielle britannique[18] (et par ailleurs aussi dans le cas de la période du rattrapage allemand[19] et dans la période du dépassement américain dans le 19e siècle[20] sont notoires. La productivité par le progrès technique n'augmente pas grâce à la baisse des coûts des machines due à des économies d'échelle dans leur fabrication, mais grâce à leur plus grande spécialisation (désormais une machine ne fait qu'une seule opération). Leur écoulement nécessite donc des débouchés importants par famille de machines. Plus le marché est homogène, plus cette spécialisation dans des machines peut être poussée. Enfin, c'est la pratique de produire des machines qui fait que le progrès technique dans leur conception devient aussi rapide et qu'il y a intérêt d'employer des machines à cause des coûts de travail[21]. L'augmentation des salaires réels ne créerait pas en soi un intérêt à concevoir des machines, puisque leurs coûts de production augmentent aussi à cause de l'augmentation du coût de la force du travail. Mais s'il existe une créativité humaine qui fait qu'à salaire réel en augmentation, des solutions techniques nouvelles sont dégagées par des travailleurs plus motivés, l'augmentation du coût de travail peut s'accompagner par une plus grande créativité du travail dans la conception et dans la construction de biens d'équipement, ce qui fait que les termes de l'échange (entre les machines et les produits qu'elles permettent de fabriquer) se détériorent pour les machines. Ceci va conduire à leur utilisation.

En examinant d'autre part les sources alternatives de demandes supplémentaires en provenance de secteurs non-capitalistes, les suggestions suivantes peuvent être faites. Un secteur de petite production marchande non-capitaliste peut augmenter sa demande en produits du secteur capitaliste et absorber un excédant de celui-ci

seulement si les prix de sa production montent par rapport aux prix du secteur capitaliste. Sans cette condition, toute livraison et toute augmentation de livraisons (aux capitalistes et aux ouvriers du secteur capitaliste) conduirait seulement à un déplacement de pouvoir d'achat de l'intérieur du secteur capitaliste au secteur non-capitaliste. Par ailleurs cela a amené Rosa Luxemburg à faire dépendre du crédit (l'exportation du capital) la contribution du secteur non-capitaliste à la réalisation du produit total[22]. La hausse des termes de l'échange d'un secteur non-capitaliste de petite production marchande peut être due ou bien à une hausse des revenus plus importante que la hausse de la productivité, ce qui exige des hausses des salaires réels dans le secteur capitaliste (autrement les ouvriers émigreraient vers le secteur non-capitaliste) ou une détérioration des conditions naturelles de production[23].

L'augmentation de la demande à partir d'autres secteurs non-capitalistes (par ex. féodaux) est possible pour ces mêmes raisons, mais en plus par une monopolisation de l'offre de certains produits ou de l'exercice de contraintes non-économiques, par exemple l'imposition de taxes à l'égard du secteur capitaliste. Il est évident que cela exige la subordination des capitalistes à une classe dominante non-capitaliste ou bien à l'intérieur d'une économie nationale ou bien dans un cadre régional restreint. Ceci est invariablement lié à l'émergence d'une rente et à la construction d'un pouvoir politique fort. La tendance à la centralisation des classes européennes dans le cadre de l'absolutisme[24] l'existence subordonnée de croupions de mode de production capitaliste dans les pores des modes de production tributaire[25] et la coopération conflictuelle entre les classes-État des sociétés bureaucratiques de développement et les sociétés multinationales peuvent être mentionnés pour une telle subordination[26]. J'ajoute que dans tous ces cas le caractère décentralisé d'une classe bourgeoise fait qu'elle essaie plutôt à participer à la rente qu'à l'abolir malgré des luttes constantes de fractions des bourgeoisies naissantes contre le fisc et les monopoles. C'est seulement par la jonction de ces fractions bourgeoises avec les

classes populaires sur le plan politique de même que sur le plan économique (les revendications des classes populaires créent les débouchés pour ces petites bourgeoisies qui se reproduisent à partir de ce marché au lieu de dépendre de la rente) que les révolutions dites bourgeoises ont pu réussir[27].

Le système capitaliste n'est donc pas menacé par un manque de surplus, mais par un manque d'incitations à le produire par l'absence de débouchés due à une expansion insuffisante de la consommation des masses, qui - quels que soient les mécanismes de compensation temporaire - constitue la base de la genèse et de la croissance du système capitaliste[28]. Une théorie des cycles à long terme devrait consister à détecter l'existence de mécanismes de compensations pour une insuffisance éventuelle de la consommation des masses. De tels mécanismes de compensation pourraient dans une phase ascendante permettre de lancer l'accumulation. Leur épuisement conduirait à la crise qui, elle, serait le lieu où les classes sociales s'affrontent. Il y a alors la possibilité ou bien de la sortie (progressiste) vers le capitalisme par l'augmentation du pouvoir des masses ou la sortie par la régression anticapitaliste imposée par des classes qui peuvent même être détentrices du capital (par exemple l'émergence de l'absolutisme et la haute bourgeoisie financière au 17^e siècle[29] ou le fascisme avec ses liaisons contradictoires avec le capital au 20^e siècle)[30].

Il va de soi, que je ne prétends pas que les classes capitalistes seraient intéressées à cette augmentation des salaires réels. Les règles de conduite micro-économique leur imposent de réduire les coûts. Ce que je prétends, c'est que ces classes ne peuvent pas par leur propre pratique sociale créer et maintenir les conditions de la genèse et de la croissance d'un système capitaliste. Entre leurs intérêts immédiats et les conditions structurelles du système à l'intérieur duquel elles opèrent, il y a décalage. Ce sont les travailleurs qui créent les conditions pour le fonctionnement du

capitalisme.

ACCUMULATION PRIMITIVE ET THESE DE L'APPAUVRISSMENT

A partir de mon propos, il est évident que le problème de l'accumulation primitive ne se pose même pas. Puisque toute technologie nouvelle, qui est l'objet d'un investissement, permet de réduire les coûts unitaires de production, elle permet aussi d'être financée par les profits dégagés pendant son application. Il suffit alors qu'il y ait un système de crédit, qui, depuis les siècles qui ont précédé le capitalisme, a existé dans les économies les plus diverses. Cette observation est compatible avec le fait bien établi, que c'étaient des petits entrepreneurs qui étaient à l'origine de la révolution industrielle, notamment par l'expansion de l'industrie rurale[31], et non pas les manufactures. Celles-ci n'existaient pratiquement pas en Angleterre[32]. Là où elles existaient, dans les sociétés dominées par l'Etat absolu, elles étaient surtout une source d'enrichissement de la classe dirigeante[33] et non pas d'accumulation, assez comparables par ailleurs à certaines industries en propriété publique dans le Tiers Monde actuel. J'ajoute que les grandes richesses accumulées dans le commerce à longue distance n'ont contribué à financer l'accumulation industrielle ni en Angleterre[34] ni ailleurs[35] mais ont été investies dans les offices et les monopoles et si possible dans l'achat de circonscriptions électorales en l'Angleterre pour défendre au parlement le monopole du commerce (cas de l'East India Company)[36] ou bien dans l'achat de terre, et cela pendant des siècles. Il est vrai que la faiblesse de l'absolutisme en Angleterre et la lutte d'autres classes contre les monopoles[37] ont fait que cette richesse-argent s'est dirigée vers la propriété foncière et a contribué à en augmenter considérablement le prix[38]. Ceci a fourni à la petite noblesse et à la paysannerie des moyens financiers pour se diriger vers l'industrie. Mais la baisse relative du taux de "profit" dans l'agriculture anglaise pendant le 18e siècle par rapport à celui de la production

"industrielle"[39] n'aurait pas pu avoir lieu sans création de débouchés qui, faut-il ajouter, ont été des débouchés intérieurs au système capitaliste naissant, même s'ils apparaissent comme augmentation des exportations. En effet ce sont les colonies de peuplement en Amérique du Nord qui augmentent la part de l'Outre-Mer dans l'exportation britannique pendant le 18e siècle[40].

Le processus de rachat de terres par le capital financier et le développement d'une propriété capitaliste dans les campagnes britanniques ne se prêtent pas à établir la thèse de l'appauvrissement de larges masses populaires comme préconditions du développement du capitalisme. D'abord, les enclosures n'ont pas eu lieu au 16e siècle, comme le prétend Marx à la suite de Thomas Moore, partisan plus que témoin[41]. Elles n'ont pas été provoquées pour la rationalisation de la production de la laine pour l'exportation mais, dans la majorité des cas dans le 18e siècle, pour la production de vivres destinés à la consommation des masses[42], et ceci après une période de déconcentration de la propriété foncière jusqu'à la fin du 17e siècle[43]. Les enclosures assez souvent comportaient aussi des compensations au profit des faibles et étaient en tout cas liées à une accumulation dans l'agriculture fort demandeuse de main d'oeuvre[44]. Il y a transfert de populations des campagnes vers les villes au sens de dépeuplement des campagnes seulement au début du 19e siècle. Les salaires ruraux montent avec l'exception de la période des guerres napoléoniennes[45]. Ensuite, les enclosures ont lieu plutôt dans les régions périphériques de l'Angleterre industrielle dans le Sud et l'Ecosse, mais non pas dans le centre de l'industrialisation, c'est-à-dire dans les Midlands[46]. Enfin, la période est caractérisée par une tendance à la hausse des salaires pour le travail non qualifié notamment dans les Midlands[47], qui deviennent une région d'immigration spontanée[48], ce que ne soutient pas l'argument de la révolution industrielle ayant exigé une baisse des salaires.

Je ne nie pas la pauvreté et la misère des masses anglaises vue

d'aujourd'hui, mais la famine disparaissait en Angleterre avant la révolution industrielle[49] et la production agricole vivrière par tête et par actif augmentait[50]. Cela - dans les conditions de libre entreprise dans ce secteur - suppose le problème de l'"entitlement" (l'accès des pauvres à la production) est donc réglé[51].

Les lois contre les pauvres, que je préférerais appeler lois pour les pauvres, sont un des aspect le plus décrié par Marx dans son analyse des rapports entre classes sociales britanniques, alors qu'elles permettaient l'accès effectif aux subsistances des masses populaires britanniques[52]. Elles constituent en effet une mesure de redistribution assez efficace dans une économie à niveau de développement des forces productives encore faible. Les capitalistes paient moins en salaires que la subsistance aux pauvres qu'ils emploient. Ceci permet d'employer des ouvriers supplémentaires dont - vue la rareté des moyens de production - le rendement supplémentaire est inférieur aux coûts de subsistance. La productivité marginale est inférieure à la consommation marginale ce qui, en économie capitaliste, conduit au chômage[53]. Les lois pour les pauvres parent à cette tendance. Elles ne sont pas du tout un soutien au profit et à la rente. La subvention aux pauvres payée par les paroisses est financée en dernière instance par les capitalistes et les propriétaires terriens qui paient des taxes. Le profit total sans lois pour les pauvres serait plus important que le profit après ces taxes. Les lois pour les pauvres diminuent le profit en faveur de la consommation des masses comme le ferait une révolution agraire avec distribution égalitaire des terres dans le Tiers Monde actuel. Imaginons les rentes de monopole des sociétés transnationales taxées aujourd'hui dans le Tiers Monde en faveur de la subvention de l'emploi et de la consommation des marginalisés urbains !

**EXPANSION DU CAPITALISME VERS UNE PERIPHERIE ET
CONDITIONS POUR LES TRANSFORMATIONS DES
STRUCTURES**

A partir de mon propos, les explications de l'expansion du capitalisme vers la périphérie du type de la théorie de l'impérialisme sont fausses, celles d'origine libérale sont insuffisantes, tandis que celles de la théorie de la dépendance, si elles se distinguent des autres, sont fatalistes et manquent d'orientation pragmatique (dans un langage marxiste elles seraient hégéliennes et non pas pratiques).

Je vois deux arguments de base dans la théorie marxiste de l'impérialisme, celui du manque de surplus dû à la baisse du taux de profit et celui du manque de débouchés. Je ne veux pas faire une exégèse de Lénine tendant à prouver qu'il base son argument sur l'impérialisme sur la baisse tendancielle du taux de profit, malgré le fait que la structure de sa théorie (insistance sur la concentration et la centralisation du capital comme moyen pour lutter contre cette tendance) est proche de cette loi de Marx[54]. Si on enlève cette tendance à l'approche de Lénine, on en ferait une pure description. A partir de ma démonstration sur les conditions de l'innovation comme base de l'accumulation, il résulte que la hausse de la composition organique du capital simplement n'a pas lieu. Le montant du capital fixe par ouvrier ne constitue pas une mesure pour la composition organique du capital, car il compare une valeur, constituée dans une large mesure par le travail engagé dans la production d'équipements qui est rémunéré par des salaires, avec une quantité de travail. Ou bien on ramène le capital fixe à des unités de travail (en le déflant par l'indice des salaires réels) ou bien on compare le capital fixe au capital variable (la masse salariale). C'est le coefficient de capital (rapport capital fixe avec production nette) qui en cas de quote-salaire stable rend compte de la composition organique du capital. Les démonstrations de la stabilité et même baisse tendancielle du rapport capital fixe-production nette dans les économies capitalistes développées ont été faites maintes fois[55].

Puisque toute nouvelle technologie à salaire réel constant conduit à la hausse du taux de profit et/ou la baisse des coûts unitaires, c'est uniquement à cause de la hausse des salaires réels dans le centre

que la périphérie peut être incorporée dans le système capitaliste mondial. Ce n'est pas l'impérialisme qui crée l'aristocratie ouvrière, mais c'est la lutte réformiste des ouvriers dans le centre qui permet au capital de trouver plus rentable la production dans la périphérie (exception faite des matières premières, où la dégradation des conditions naturelles de production dans le centre conduit à la délocalisation vers la périphérie).

L'autre approche théorique de la théorie de l'impérialisme maintient l'impossibilité de réaliser/vendre le surplus à l'intérieur du système capitaliste, parce que les entrepreneurs du département I (production de biens d'équipements) n'auraient pas intérêt à élargir la production de ce secteur faute de demande supplémentaire pour une augmentation de la production de biens d'équipements destinés à la production de biens de consommation [56]. Ici, il ne s'agit nullement d'un problème de réalisation de ce surplus, c'est-à-dire de la possibilité de posséder les moyens de paiement pour acheter le surplus représenté sous forme des biens d'équipements du département I, mais de l'incitation qu'auraient les entrepreneurs pour acheter ces biens afin de les investir. Ici, comme dans ma démonstration sur la contribution des secteurs non-capitalistes à la réalisation du produit total (cf. infra), il faut admettre que la contribution d'un secteur non-capitaliste à l'augmentation de la demande globale ne peut excéder le transfert de moyens de paiement en provenance du secteur capitaliste. Ceux-ci sont constitués essentiellement par des importations et des crédits de la part du centre. Puisque ces importations représentent des achats de facteurs à l'intérieur du secteur capitaliste à partir de revenus qu'ils ont tirés de la production capitaliste, l'importation déplace des moyens de paiement de l'intérieur du secteur vers l'extérieur. Les importations du secteur non-capitaliste financées à partir de ses exportations représentent un montant égal de déplacement de pouvoir d'achat qui avait existé à l'intérieur du secteur capitaliste. C'est donc le crédit, qui pourtant aurait pu opérer autant à l'intérieur du système capitaliste. Il est évident que le système ne peut pas

croître d'une manière stable à partir d'une source de demande additionnelle aussi aléatoire. Si Rosa Luxemburg n'avait pas expressément exclu la possibilité d'augmentation des salaires^[57], elle aurait pu devenir le premier auteur keynésien dans l'histoire des sciences économiques.

Les théories libérales expliquent l'intégration de la périphérie à partir de l'avantage comparatif, c'est-à-dire d'un intérêt mutuel, qui exclut la dépendance de l'accumulation dans une des régions de l'exploitation de l'autre. Si j'admets une telle construction pour expliquer l'existence d'échanges, la théorie de la spécialisation internationale suivant l'avantage comparatif me paraît pêcher par une théorie de dotation de facteurs, qui n'a rien à voir avec la spécialisation, et un manque d'égard pour la production simultanée de biens d'équipement et biens de consommation pour le transfert effectif du progrès technique. Si j'exclus une hausse de la composition organique du capital pour l'ensemble d'une économie, il n'est pas à exclure que l'intensité du capital s'accroisse plus rapidement dans l'une ou l'autre branche de production dans un système capitaliste. Néanmoins l'augmentation de la productivité n'est pas liée avec l'accumulation du capital. Assez souvent des branches mûres, où le progrès technique est rampant, sont caractérisées par des niveaux très élevés de capital fixe par emploi et un taux de croissance très rapide de ce niveau. En suivant la théorie de la spécialisation suivant la dotation des facteurs, une économie moins développée devrait avoir une tendance spontanée à se spécialiser sur des branches très intensives en travail, branches qui sont souvent celles, où le progrès technique se développe de la manière la plus rapide (main d'oeuvre très qualifiée), ce qui ne paraît pas se produire dans la réalité. La dotation en facteurs n'explique rien, si l'on n'ajoute pas cette notion de capital humain, dont la définition est tautologique (en mesurant les différences des revenus monétaires des salaires par rapport aux salaires moyens et en considérant ces différences de revenus comme un intérêt tiré du capital humain).

Le fait que le progrès technique ne se traduit pas par une accumulation parallèle de capital fixe a une importance considérable pour la spécialisation des nouveaux entrants dans un système capitaliste mondial.

Une augmentation de la productivité du travail, qui ne serait pas due seulement à de la valeur du capital fixe, n'est possible que si le progrès technique se réalise par une "accumulation" invisible et non incorporée dans la valeur de la machine (par exemple progrès de la connaissance, qualification de la main-d'oeuvre...)

Une entreprise productrice de machines peut vendre une nouvelle machine si son prix est inférieur à l'ancienne technologie en tenant compte des économies en travail et en matières premières, et des changements en qualité du produit qu'elle permet[58]. La différence entre la valeur du capital fixe accumulé et la capacité de production, que nous avons évoquée comme constitutive pour le développement du capitalisme, trouve sa base dans le fait qu'effectivement la machine nouvelle n'est pas seulement légèrement plus efficace que l'ancienne. En cas de compétition, l'entreprise productrice de machines va baisser son prix au niveau de ses coûts de production, ci-inclus un taux ordinaire du profit et ses frais de développement de nouvelles technologies parce qu'aucun concurrent ne peut se maintenir sur le marché sans investir dans la prochaine génération de machines. Par cette baisse du prix une partie de l'augmentation de la productivité est transférée aux utilisateurs des machines nouvelles[59]. Cette augmentation de productivité est accessible aussi à un pays non-producteur de machines, lequel verra son avantage comparatif changé en faveur de l'utilisation des machines importées, parce qu'il a désappris la construction des machines et ne participe pas dans l'accroissement du savoir qui s'est produit dans le développement de cette génération de machines. Cette accumulation de savoir-faire continuera par l'investissement du producteur de machines dans la prochaine génération d'équipements[60].

Dans le cas d'une augmentation différentielle de la productivité dans les différentes lignes de production dans une économie-pilote A, une économie B caractérisée par la stagnation de la productivité va devenir compétitive dans celle des lignes de production du pays A, où l'augmentation de la productivité est inférieure à la moyenne. Effectivement, dans l'économie A, dans ces lignes de production les salaires réels, qui montent en parallèle avec la productivité moyenne, feront que les coûts de production augmentent.

Deux scénarios sont alors possibles : la délocalisation des lignes de production vers une économie moins développée peut impulser cette économie, par exemple en la poussant vers le plein emploi. Si la différence des compétences technologiques entre l'économie réceptrice B et l'économie émettrice A de la ligne de production est faible, des coûts de transport élevés ou la nécessité d'adaptations locales peuvent justifier et rendre rentable la production locale des biens d'équipement. Si la ligne de production transférée est grosse demandeuse de travail, elle va contribuer à élargir le marché des masses interne et permettre de lancer des entreprises orientées vers le marché intérieur. Ceci peut conduire au plein emploi et à des salaires réels qui montent malgré le fait qu'ils n'atteignent pas le niveau dans l'économie-pilote. Les branches, où la productivité n'augmente pas dans l'économie A et qui sont rejetées vers l'économie B verront leurs prix dans l'économie B monter du fait du plein emploi et de possibilités d'emploi du travail dans d'autres lignes de production dirigées vers le marché interne. La hausse des revenus à la suite du plein emploi dans l'économie B va limiter le processus de délocalisation. Dans l'économie A les salaires réels peuvent continuer à monter. Il est même possible, que l'économie B ne rattrapera jamais l'économie A tout en connaissant le plein emploi.

Mais il est aussi possible et nous l'observons dans le cas du Tiers Monde, que la délocalisation de lignes de production et l'intégration dans l'économie mondiale ne conduisent pas au plein emploi. D'après la théorie libérale de la spécialisation ceci est dû à des

salaires trop élevés. Le chômage dans le Tiers Monde existe donc parce que son travail est encore trop cher. Pourtant certaines activités sont déjà compétitives sans que des dévaluations modérées conduisent à l'extension de cette compétitivité à beaucoup d'autres lignes de production. Certaines activités productives dans le Tiers Monde sont déjà rentables, d'autres sont presque compétitives, et d'autres encore ne sont nullement compétitives. Les productivités dans le Tiers Monde divergent donc suivant les lignes de production. Ceci ne peut être que le résultat de la manière de mesurer les productions c'est-à-dire par ces prix relatifs. Ceux-ci sont ceux du marché mondial. Le développement différentiel des productivités dans le système capitaliste et les coûts différentiels du transfert de technologie font que dans le Tiers Monde il y a divergence des productivités sectorielles de production. En principe, le Tiers Monde pourrait remédier à cette situation en baissant la valeur internationale de sa force de travail par des dévaluations massives pour atteindre le niveau de la productivité marginale du dernier travailleur à employer. Si l'élasticité de la production par rapport au prix est faible à cause de divergences des productivités sectorielles grandes et si l'élasticité de la demande par rapport au prix pour les exportations est faible au moins pour ceux des produits où la compétitivité du Tiers Monde est déjà élevée, ces dévaluations vont conduire à des pertes considérables en recettes. Les divergences de productivité font alors que les économies du Tiers-Monde peuvent connaître une meilleure situation financière, si ces économies fixent les prix de leurs exportations à des niveaux plutôt élevés pour s'accaparer des rentes (par des taux de change élevés, des taxes à l'exportation sur rente différentielle, des taxes à l'exportation sur rente de consommateur) .En principe, ce n'est pas la différence absolue de niveau de productivité entre A et B, mais les divergences sectorielles de productivité à l'intérieur d'une économie du Tiers Monde par rapport à A, qui font que le contrôle du commerce extérieur et l'appropriation de rentes sont choisis.

L'absence de capacité de transformation du capitalisme à l'égard de

beaucoup de pays de la périphérie vient du fait que le transfert de technologie est devenue facile dans certains secteurs, où le Tiers-Monde devient compétitif et qui permettent de dégager des rentes, sans que ces secteurs contribuent à un élargissement massif de l'emploi (en créant un marché intérieur) et sans que dans d'autres secteurs des rattrapages pareils de la productivité par rapport aux économies dominantes puissent être obtenus. La rente permet l'achat des biens à l'extérieur en déplaçant des producteurs locaux sans que ceux-ci soient reconvertis vers d'autres occupations. La rente permet un taux de change trop élevé pour le plein emploi[61].

Si l'on considère les pays européens au 19e siècle, le capitalisme s'est développé à partir des pays les plus industrialisés (Angleterre) vers les pays les moins industrialisés (Allemagne, Belgique, etc) parce que la différence du niveau technologique entre les premiers et les derniers était faible[62]. J'ajoute que les pays européens étaient caractérisés aussi par des rapports sociaux assez favorables au moins dans la partie ouest du continent.

CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT DANS LA PERIPHERIE

Dans une périphérie déstructurée et désarticulée l'intégration d'économies non-capitalistes dans le système capitaliste mondial a donc des résultats fort différents suivant leurs structures internes et la conjoncture générale dans laquelle le système se trouve. Trois conclusions en résultats :

- les conditions pour un développement autocentre sont pratiquement identiques avec celles requises pour une réussite de l'intégration dans le système capitaliste mondial.
- l'intégration de larges régions non-développées avec des structures sociales défavorables au développement des forces productives peut casser le système capitaliste mondial.
- La structure du progrès technique fait que l'intégration réussie et le

développement autocentré exigent des stratégies complexes qui ne sauraient être limitées à la libéralisation économique pure et simple.

L'impact du secteur exportateur n'est suffisant que dans des cas rares pour transformer les structures sociales vers le plein emploi et la constitution de marchés de masse. De même, le désavantage comparatif dans la production de machines dans les économies sous-développées fait que les effets multiplicateurs et accélérateurs pour intégrer le cycle conjoncturel et pour créer une flexibilité de l'économie dans l'adaptation à l'éventuelle émergence d'un marché de masse ne se produisent pas. Une des implications est un fonctionnement très différent du cycle économique à court terme. Dans une économie capitaliste, la récession conduit au chômage à cause du manque d'investissements. Après un certain temps il y a suffisamment d'innovations techniques, pour qu'il y ait une vague d'investissements à base de technologies qui réduisent les coûts même sans augmentation des salaires réels. La demande concentrée dans le temps pour des biens d'équipements destinés à une longue période de fonctionnement déclenche une hausse de l'activité économique. Même si ces technologies sont de type à réduire la demande totale de travail, la concentration de leur production dans le temps permet à l'économie de revenir au plein emploi. Ceci conduit à la multiplication des mouvements revendicatifs. C'est pendant cette période que les mouvements réformistes se sont renforcés dans les pays capitalistes développés[63].

Une économie dans laquelle les biens d'équipements ne sont pas produits ne peut connaître une telle base de la constitution périodiquement renouvelée du pouvoir ouvrier[64]. Puisque les pays sous-développés sont spécialisés dans des produits à faible élasticité de la demande par rapport au revenu dans les pays industrialisés, la reprise économique y est toujours plus faible par rapport aux pays développés.

Pour que les effets d'un secteur exportateur puissent être élargis, la constitution d'un secteur local de production de biens d'équipements est indispensable. Cette condition s'applique aussi pour une stratégie de développement autocentré. Sans entrer trop dans les détails, je note qu'une distribution égalitaire des revenus est à la base d'une stratégie de développement d'une pro-production locale de biens d'équipements[65]. Les raisons sont simples : plus la demande est égalitaire, plus forte est la part de produits simples dans la demande finale pour les biens industriels, lesquels peuvent alors être produits avec des technologies localement disponibles ou susceptibles d'être produites localement. Plus la distribution de la consommation est égalitaire, plus la demande pour les biens industriels modernes se concentre sur quelques biens aux débouchés larges, ce qui peut justifier la production locale des technologies nécessaires, leur désophistication et la désophistication de ces biens eux-mêmes permettant l'emploi de technologies locales.

Certes, un secteur exportateur peut-être utilisé pour remonter la filière technologique dont il dépend. Ceci est d'autant plus facile que cette stratégie s'appuie sur un grand nombre d'ouvriers mécaniciens formés dans la production de machines d'abord simples destinées aux filières qui approvisionnent un marché local de masse[66].

Reste le problème du taux de salaire. L'orientation vers les exportations est considérée souvent comme étant dépendante de salaires réels bas tandis qu'une stratégie autocentrée nécessiterait une hausse des salaires. Une stratégie orientée vers les exportations nécessite pourtant seulement des salaires bas en monnaie internationale. Si les biens-salaires sont localement produits, ce n'est pas le taux des salaires mais le taux de change qui importe. Celui-ci peut être bas à un niveau important de la consommation populaire. La condition est l'accroissement de la productivité agricole et de la productivité dans la fabrication de biens-salaires. Et cela est la même condition que celle pour la réussite d'une stratégie autocentrée.

Pour les pays en voie de développement, une stratégie d'intégration réussie dans le système capitaliste mondial est confrontée à l'obstacle majeur de structures sociales défavorables à l'élargissement des marchés de masse locaux. Dans l'analyse de l'intégration réussie avec maintien d'une spécialisation inégale, j'ai mentionné que l'épuisement de l'offre de travail par la délocalisation était essentiel. Celui-ci conduirait à une hausse des salaires et aussi des prix dans les filières à augmentation de productivité faible et ferait participer l'économie moins développée à l'augmentation de la demande de finale globale. Des économies caractérisées par le chômage structurel malgré leur insertion dans le système capitaliste mondial (ou à cause de celle-ci) essayeront d'augmenter l'emploi en baissant la valeur internationale du coût de leur force de travail. Par là concurrenceraient d'abord les économies ayant atteint le plein emploi avec des filières de production à faible développement de la productivité [67]. Ces économies "intermédiaires" du point de vue de leur développement technologique peuvent réagir en dévaluant leur monnaie et en essayant de s'introduire dans des filières de production plus prometteuses à base d'un coût international faible de leur force de travail. Les formes de cette lutte peuvent être des courses à la déflation ou à la dévaluation (sur le plan macro-économique) ou la subvention sélective de branches prometteuses ou menacées.

Si le mécanisme de croissance capitaliste n'est pas transféré à toutes les économies qui peuvent devenir compétitives dans des filières essentielles pour l'emploi dans ces économies intermédiaires, celles-ci doivent adopter un comportement qui mène à une crise de sous-consommation.

Ceci est d'autant plus vrai que le mouvement ouvrier dans les économies encore plus développées sera acculé ou bien à accroître ses revenus en rapport avec l'augmentation de la productivité chez lui, ce qui renforcerait la tendance à la délocalisation (et au remplacement d'emplois bien payés par des emplois mal payés), ou

bien à accepter des hausses des salaires trop bas. Les deux comportements contribueront à renforcer la tendance à la sous-consommation, d'abord dans les économies "intermédiaires", ensuite dans les économies-pilotes[68]. La semi-périphérie de Wallerstein n'est pas candidate uniquement au rattrapage mais vecteur d'un alignement vers le bas dans l'ensemble du système global[69].

Les caractéristiques du progrès technique font que l'intégration de périphéries non-capitalistes dans un système capitaliste mondial dépend d'interventions de type non-capitaliste. Si la majorité des innovations n'exigent pas des hausses du capital fixe consommé par rapport à la hausse de la productivité qu'elles permettent, une stagnation des salaires ne conduira pas à l'adoption de technologies dites intensives en travail qui assureraient le plein emploi. Vu le progrès technique continu la technologie dite intensive en travail est souvent devenue plus coûteuse que la technologie moderne quel que soit le niveau des salaires. On peut donc exclure la solution de prudence dans la hausse des salaires (dans un certain éventail) pour assurer le plein emploi[70]. Même les économies du Tiers Monde ne peuvent espérer provoquer une adoption générale de technologies adaptées (i.e. intensives en travail) au cas où elles mettraient leurs salaires (en valeur internationale à un niveau suffisamment bas pour l'équilibre de la balance des paiements. Si elles veulent opter pour cette solution, elles devraient accepter des taux de change encore plus bas qui reflèteraient le niveau de productivité dans la production des machines.

S'il y a désavantage systématique des économies moins développées dans la production de machines et avantage comparatif dans la production de biens à faible élasticité-prix et élasticité-revenu, il y a d'abord une tendance à la constitution de classes dirigeantes non-capitalistes qui s'approprient des rentes : ces rentes peuvent être appropriées par des taux de change trop élevés, par des taxes à l'exportation ou par des revenus d'entreprises monopolistes en propriété publique. Leur appropriation et leur allocation à des fins

d'investissement ou de consommation exigent une structure centralisée qui contrôle ces rentes. Je parle de classes-Etat[71], à comportement contradictoire, dont le rôle historique potentiel est la transformation de la rente en appareils productifs orientés vers la consommation des masses par la production par les masses avec des moyens de production produits de plus en plus localement. Nous savons que classes-Etat souvent échouent dans ce rôle.

Néanmoins, la solution libérale d'abolir la rente et la planification est également inconsistante : sans production locale de biens d'équipements ces économies ne connaissant pas la solidarité entre le profit et les revenus des masses[72], car l'augmentation de la consommation ne peut pas déclencher la fabrication «.....» de machines ou des salaires sont payés à des ouvriers n'ayant pas fabriqué des biens de consommation, ce qui renforce la réalisation du profit dans le secteur des biens de consommations ce qui encore augmente le taux de profit dans ce secteur (et dans le reste de l'économie), etc.

Le manque de flexibilité dû à l'absence de production de biens d'équipements ne permet pas le fonctionnement de politiques d'intervention globale. La politique monétaire essaie de parer à la surchauffe (elle ne contribue que rarement à lancer l'économie si la demande finale est insuffisante pour déclencher des investissements). Cette politique monétaire diminue non seulement la demande pour les biens d'équipements, mais aussi la demande pour les biens de consommation. Mais ceci n'est possible que si un secteur de construction de biens d'équipements existe, dont l'activité peut être ralentie par le renchérissement du crédit. La politique des revenus ne peut contribuer à lancer l'économie en cas d'absence de production locale de biens d'équipements, car tout changement du volume et de la composition de la consommation se traduira par un déséquilibre de la balance de paiement, au moins après certaines étapes initiales de hausse du degré d'utilisation des capacités de production existantes (ou bien par une poussée inflationniste). Une

hausse du découvert fiscal aurait les mêmes résultats [\[73\]](#).

Le dilemme du système capitaliste mondial est donc le suivant : son fonctionnement par son mécanisme de base (augmentation des salaires réels en rapport avec l'augmentation de la productivité) et même les mécanismes de régulation fonctionnent sur un étroit éventail de rapports des forces sociales et dans les cadres d'économie qui disposent de la capacité de production de biens d'équipements. Ce système est capable d'absorber des périphéries sous certaines conditions assez difficiles à réaliser. Si l'expansion du capitalisme dans des périphéries non-capitalistes ne rencontre pas de telles conditions, elle conduit à une spécialisation inégale avec chômage et à des pratiques de défense (appropriation de rentes) qui n'assurent ni la restructuration sociale ni la réorientation économique vers le rattrapage économique, le développement de marchés de masse et l'émergence de capacités de production locales de biens d'équipements. Des structures politiques émergent qui reflètent l'appauvrissement de la périphérie, mais qui limitent en même temps l'émergence d'organisations autonomes des masses défavorisées. Tout dépend alors des classes-État des sociétés bureaucratiques de développement. Le problème crucial est alors comment des classes sociales aussi hétérogènes comme les classes ouvrières du Centre, les classes-État, les classes ouvrières et les masses paysannes de la périphérie peuvent se coaliser pour opposer le contrepoids nécessaire pour le maintien de la capacité de consommation contre la stratégie de réduction des coûts nécessairement poursuivie par le capital [\[74\]](#).

Il y a donc une issue internationaliste contre la généralisation de l'appropriation des rentes et la constitution de monopoles nationaux comme cela est indiqué par le protectionnisme rampant.

Il est aussi évident que le système capitaliste est lié à une période où les masses populaires exigent encore une augmentation de la consommation de biens rares produits par le système économique.

La hausse de la propension à l'épargne dans les pays industriels semble pourtant indiquer que cette période touche historiquement à sa fin. Si l'augmentation de la productivité se traduit par une diminution des heures de travail, on peut imaginer des situations où le système économique fonctionne encore suivant les lignes capitalistes ici décrites, mais commence à être marginalisé par rapport à d'autres dimensions du tissu social. C'est probablement cela que le jeune Marx croyait prévoir quand il critiquait l'accroissement illimité des besoins matériels. Si les mouvements politiques qui représentent cette nouvelle tendance dans les pays industriels paraissent être encore porteurs d'un espoir d'émancipation, on peut tout de même craindre que - avec la disparition de la dominance du système économique capitaliste dans le tissu social - la rationalité que celui-ci a propulsée et la liberté relative que celui-ci a procurée aux individus peuvent disparaître dans une domination d'autres structurations sociales où l'individu ne peut plus affirmer sa différence par rapport aux autres en se prévalant de sa capacité de gagner de l'argent et de l'utiliser aux fins qui lui paraissent utiles. Si les individus ne s'affrontent plus sur un marché anonyme, où leur force de travail est changée contre des marchandises, mais doivent entretenir des rapports non-marchands entre eux, ces rapports peuvent être déterminés par des comportements de solidarité et d'affection. Ceci a été la vision du marxisme. Mais il est aussi possible, que ces rapports soient déterminés par des nouvelles hiérarchies très contraignantes.

Notes

[*] Professeur à l'Université de CONSTANCE

[1] Cf. Edwin O. Reischauer ; John K. Fairbank, *East Asia. The Great Tradition* (Boston : Houghton Mifflin, 1960), p. 117. Ibn Khaldûn, *Discours sur*

'Histoire universelle. Al-Mugaddima, Traduction nouvelle, préface et notes par Vincent Monteil (Paris : Sindbad, 1967/68), t. 2 pp. 597-602.

[2] Cf. Frederick C. Barghoom, *Detente and the Democratic Movement in the USSR* (Londres : The Free Press ; Collier MacMillan, 1976), p. 126. Josef Goldmann, "Fluctuations and trend in the Rate of Economic Growth in Some Socialist Countries", *Economics of Planning* 4, 2 (1964), p.94.

[3] Parmi des références innombrables : Thomas Siebold, *Ghana 1957 - 1987. Entwicklung, Rückentwicklung, Verschuldung und IWF-Intervention* (Hambourg : Institut für Afrikakunde, 1988), p. 201. Richard L. Sklar, "Political Science and National Integration - A Radical Approach", *Journal of Modern African Studies* 5, 1 (1967), p. 8.

[4] Cf. par exemple : George Modelski, "Long Cycles of World Leadership", in William R. Thomson, ed., *Contending Approaches to World System Analysis* (Beverly Hills Sage, 1983), pp. 115ff.

[5] Parmi des références innombrables : Irving Bernstein, *The New Deal Collective Bargaining Police* (Berkeley ; Los Angeles : University of California Press, 1950). Frederick C. Mills, *Economic Tendencies in the United States* (New Work : National Bureau of Economic Research, 1932), p. 545.

[6] Cf. Boris Fedorovitch Porchnev, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648* (Paris : S.E.K.P.E.N., 1963). Eric John Hobsbawm, "The Crisis of the Seventeenth century", in Trevor H. Aston, ed., *Crisis in Europe 1650-1660* (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1965), pp. 5-58.

[7] En effet, je considère que la genèse du capitalisme était due à l'interaction de circonstances extrêmement aléatoires tel que le fractionnement du pouvoir impérial et ecclésiastique (qui sont devenus différents, temporel et spirituel, seulement après des luttes entre ces deux pouvoirs), l'émergence de villes importantes et un tour faible de l'exploitation de paysanneries. Cf. Trout Rader, *The Economics of Feudalism* (Londres : Gordon & Breach, 1971), pp. 67-71.

[8] Cf. Hartmut Elsenhans, "Egalité et développement. L'expérience européenne

et le monde sous-développé d'aujourd'hui", Cultures et développement 15, 2 (1983), pp. 187-216.

[9] A partir de (4) :

$$(c_1+v_1)/Q_1 > (c_2+v_2)/Q_2 \text{ et } Q_2 > Q_1 (c_2+v_2) / (c_1+v_1)$$

où Q_1 et Q_2 sont les quantités respectives. En plus, sans baisse des prix par l'introduction d'une nouvelle technologie :

$$P_1 = Q_1 - (c_1 + v_1) ; P_2 = Q_2 - (c_2 + v_2)$$

et

$$C_2 + v_2 + P_2 > (c_1 + v_1 + p_1) (c_2 + v_2) / (c_1 + v_1)$$

$$C_2 + v_2 + p_2 > \frac{(c_1+v_1) (c_2 + v_2)}{c_1 + v_1} + \frac{p_1 (c_2+v_2)}{c_1 + v_1}$$

$$C_2 + v_2 + p_2 > (c_2 + v_2) + p_1 (c_2 + v_2) / (c_1 + v_1)$$

$$p_2 > p_1 \frac{(c_2 + v_2)}{(c_1 + v_1)} \quad \text{et} \quad p_2 (c_2 + v_2) > p_1 (c_1 + v_1)$$

[10] y_0 taux de croissance de la production ; Y = production ; c = part de la production consommée dans la production ; a = part du capital fixe consommée ; b = productivité du capital ; Y/C détermine aussi la productivité du capital.

[11]
$$\frac{b_0 (c+a+\pi) + v (C_0 (1+\pi)^t)}{v (C_0 (1+\pi)^t)}$$
,
 où l'élément
 tend vers zéro et
 $c + a + \pi$ a une valeur positive.

[12] $(1 + y)^t Y_0 / (1 + \pi)^t C_0$ tend vers zéro.

[13] J'ai choisi les paramètres suivants : $c = 0,05 - 0,20$ (partie de la production annuelle utilisée dans la production entre 5 % et 20 %), $a = 0,05 - 0,25$ (remplacement du capital fixe entre 4 et 20 ans), $b = 0,25 - 0,8$ (coefficient du capital entre 4 et 1.25), $v/C_0 = 0,25 - 0,8$ (rapport capital/salaires dans la période initiale entre 4 et 1.25). J'ai trouvé dans l'ordinateur un minimum du taux d'accroissement du taux de profit de 16 % où le taux de profit était déjà monté à 55 %.

[14] Roy Harrod, *Economic Essays* (Londres : MacMillan ; St. Martin's Press, 1972), pp. 254-275.

[15] Hicks, John, *Money, Interest and Wages. Collected Essays on Economic Theory* (Oxford : Basil Blackwell, 1982), p. 41.

[16] Henryk Grobmann, *Das Akkumulations - und Zusammenbruchsgesetz des Kapitalistischen Systems* (Leipzig : C.L. Hirschfeld, 1929), p. 504.

[17] Cf. parmi la littérature maintenant abondante : B.A. Holderness, *Pre-Industrial England. Economy and Society 1500-1750* (Londres : J. M. Dents & Sons ; Rowman & Littlefield, 1976), p. 205. Elisabeth Waterman Gilboy, *Wages in the 18th Century England* (New York : Russell & Russell, 1934), p. 240. D.E.C. Eversley, "The Home Market and Economic Growth in England, 1750-1780", in Eric L. Jones ; G. E. Mingay, eds., *land, Labour and Population in the Industrial Revolution. Essays presented to J.D. Chambers* (Londres : Edward Arnold, 1967), p. 259. François Crouzet, "Angleterre et France au XVIIIe siècle-Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques", *Annales E.S.C.* 21, 2 (mars ; avril 1966), p. 280.

[18] John Lawrence Hammond, Barbara Hammond, *The Rise of Modern Industry* (Londres : Methuen, 1937 (5)), p. 22. William Stanley Jevons, *The Coal Question. An Inquiry Concerning the Progress of the Nation on the Possible Exhaustion of our Coal Mines 1865* (Londres. Macmillan, 1865) p. 397. Stanley D. Chapman, "Fixed Capital Formation in the British Cotton Manufacturing Industry", in Sidney Pollard ; J. P. P. Higgins ; J. E. Ginarlis, eds, *Aspects of capital Investment in Great Britain 1750-1850. A Preliminary Survey* (Londres : Methuen, 1971), p. 80. Jean-Pierre Rioux, *La révolution industrielle 1780-1880* (Paris : Editions du Seuil,

1971), p. 99. John U. Nef, *Cultural Foundations of Industrial Civilization* (Cambridge University Press, 1958), p. 134.

[19] Earl Dean Howard, *The Cause and Extent of the Recent Industrial Progress of Germany* (Cambridge : Houghton Mifflin, 1907), p. 91.

[20] Parmi la littérature abondante Graeme M. Holmes, *Britain and America. A Comparative Economic History, 1850-1939* (Londres : David & Charles ; Newton Abbot ; Barnes & Noble, 1976), p. 50. Dorothy Brady, "Relative Prices in the Nineteenth Century", *Journal of Economic History* 24, 2 (juin 1964), pp. 177ff. Thomas C. Cochran, *Frontiers of Change. Early Industrialism in America* (New York : Oxford University Press, 1981), p. 12. A.E.Harrison, "The Competitiveness of the British Cycle Industry", *Economic History Review* 22, 2 (1969), p. 244. Diane Lindstrom, "The Industrial Revolution in America", in Sidney Pollard, ed., *Region und Industrialisierung/Region and Industrialization* (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1980), p. 73.

[21] Cf. Nathan Rosenberg, *Perspectives on Technology* (Cambridge University Press, 1976), pp. 166-168.

[22] Rosa Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus* (Berlin : Vereinigung internationaler Verlagsanstalten, 1923), p. 336. Samir Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique* (Paris : Editions de Minuit, 1973), p. 48, ne me paraît pas avoir saisi cette problématique.

[23] Ici, un mécanisme important paraît avoir joué dans certains pays européens au 19e siècle. Une croissance rapide de la population liée à une augmentation de la productivité de travail agricole conduisait à un changement des prix relatifs entre les produits alimentaires et les produits industriels. Ceci a permis de maintenir l'équilibre entre la consommation et la production à des salaires réels plutôt stagnants, mais avec hausse du rapport entre salaires et quantité de produits industriels correspondant à ce niveau de salaires. Pour des chiffres, cf. Friedrich Wilhelm Henning, *Die Industrialisierung in Deutschland 1800 bis 1914* (Paderborn : Ferdinand Schöningh, 1973) pp. 27-28, pp. 51-53, p. 57.

[24] Sur le débat sur le caractère de l'Etat absolutiste : Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State* (Londres : NLB, Humanities Press, 1974) p. 57. Immanuel Maurice Wallerstein, *The Modern World System, Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century* (New York ; Londres : Academic Press, p. 133.

[25] Cf. Eugene D. Genovese, *The Political Economy of Slavery, Studies in the Economy and Society of the Slave South* (New York : Random House, 1965), p. 19, sur la coexistence de classes sociales qu'il appelle commerciales avec des modes de production non-capitalistes. De même Branko Horvat, "Yougoslav Economic Policy in the Post-war Period : Problems, Ideas Institutional Developments", *The American Economic Review* 61, 3 (Juin 1971), p. 159.

[26] Sur la subordination de sociétés multinationales sur les appareils étatiques dans le Tiers Monde Hartmut Elsenhans "Capitalisme d'Etat ou société bureaucratique de développement", *Etudes Internationales* 13,1 (mars 1982), pp. 9-11.

[27] Manfred Kossok ; Walter Markov, "Zur Methodologie der der vergleichenden Revolutionsgeschichte der Neuzeit", in Manfred Kossok, ed., *Studien zur vergleichenden Revolutionsgeschichte 1500-1917* (Berlin Akademie-Verlag, 1974), p. 22.

[28] Cf. pour l'argument : Hartmut Elsenhans, *Geschichte und ökonomie der europäischen Welteroberung. Vom Zeitalter der Entdeckungen zum 1. Weltkrieg* (Berlin : Thèse d'Etat, Université Libre de Berlin, 1976), Id, "Rising Mass Incomes as a Condition of Capitalist Growth : Implications for the World Economy", *International Organization* 37, 1 (hiver 1983), pp.1-38. Id, "Grundlagen der Entwicklung der Kapitalistischen Weltwirtschaft", in Dieter Senghaas, ed., *Kapitalistische Weltökonomie. Kontroversen über ihren Ursprung und ihre Entwicklungsdynamik* (Francfort : Suhrkamp, 1979), pp. 1-150. Id, "Egalité et Développement. L'expérience européenne et le monde sous-développé d'aujourd'hui", *Cultures et développement* 15, 2 (1983), pp. 187-216.

[29] Eric John Hobsbawn, "The Crisis of the 17th Century II", *Past and Present* 6

(novembre 1954), p. 48.

[30] Hartmut Elsenhans , "Die große Depression der Dreißiger Jahre und die Dritte Welt" in Helmut Bley (ed.), *Afrika in den Krisen* (Hamburg, Ergebnisse Verlag, sous presse).

[31] Les preuves sont surabondantes : Rodney H. Hilton, *The Decline of Serfdom in Medieval England* (Londres : MacMillan ; St. Martin's Press, 1969), p. 53. Herbert Heaton, *The Yorkshire Woollen and Worsted Industries From the Earliest Times up to the Industrial Revolution* (Oxford : Clarendon Press, 1965), p. 289. Joan Thirsk, *Economic Policy and Projects. The Development of a Consumer Society in Early Modern England* (Oxford : Clarendon Press, 1978), p. 46. Marie B. Rowlands, *Masters and Men in the West Midland Metalware Trades Before the Industrial Revolution* (Manchester : Manchester University Press, 1975), p. 13.

[32] Cf. Jacob van Klaveren, "Die Manufacturen des Ancien Régime", *Vierteljahrschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte* (1964), p. 191. John U. Nef, *Industry and Government in France and England 1540 - 1640* (Philadelphia : The American Philosophical society, 1940) p. 46.

[33] Cf. Jacob van Klaveren, "Die Problematik der Manufaktur - Erscheinung im Ancien Regime", *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft* 120, 2 (1964), p. 321.

[34] Encore une fois la documentation est nette : Moisei M. Postan, "Recent Trends in the Accumulation of Capital", *Economic History Review* 6, 1 (octobre 1935), p.1-12. Richard Pares, "The Economic Factors in the History of the Empire", *Economic History Review* 7, 2 (mai 1937), p. 130. W.D. Rubinstein, *Men of Property. The Very Wealthy in Britain Since the Industrial Revolution* (Londres : Croom Helm, 1981), pp. 231ss. Henry Kamen, *European society 1500-1700* (Londres : Hutchinson, 1984), p. 123.

[35] Quelques exemples pour un phénomène quasi-universel: Ruggiero Romano, *Les mécanismes de la conquête coloniale. Les conquistadores* (Paris : Flammarion, 1972), p. 162. Maxime Rodinson, *Islam et capitalisme* (Paris : Seuil, 1966), p. 152. Charles Ralph Boxer, *The Dutch Seaborn Empire* (Londres :

Hutchinson, 1965), p. 31.

[36] James Mayer Holzman, *The Nabobs in England. A Study of the Returned Anglo-Indians 1760-1785* (New York 23, Columbia University, 1926), p. 49.

[37] Ephraim Lipson, *The Economic History of England, (3) : The Age of Mercantilism* (Londres : Black, 1931), p. 325. Pauline Croft, "Free Trade and the House of Commons 1605-06", *Economic History Review* 28, 1 (1975), pp. 25-30.

[38] B. A. Holderness, "Capital Formation in Agriculture", in Sidney Pollard ; J. P. P. Higgins ; J. E. Ginarlis, eds., *Aspects of Capital Investment in Great Britain 1750-1850. A Preliminary Survey* (Londres : Methuen, 1971), pp. 159-183. Paul Bairoch, *Le tiers-monde dans l'impasse* (Paris : Gaillard, 1971), pp. 57-58.

[39] Eric L. Jones, *Agriculture and the Industrial Revolution* (Oxford : Basil Blackwell, 1974), p. 105. J. P. Cooper, "In Search of Agrarian Capitalism", *Past and Present* 80 (août 1978), p. 64.

[40] Reinhard Meyers, "Klio und Kalliopé - oder : realhistorische und mythische Elemente in Erklärungen des Imperialismus und der internationalen Abhängigkeit", *Neue Politische Linke* 32,1 (1987), p. 10. Pyllis Deane ; W. A. Cole, *British Economic Growth 1688-1959. Trends and Structures* (Cambridge : Cambridge University Press, 1967), p. 87.

[41] Thomas More (1478-1535), après avoir occupé les postes les plus élevés de l'administration royale anglaise, se brouilla avec le roi Henri VII sur la question des taxes et se retira à Louvain et à Paris où il écrit son traité sur "le meilleur état de la République sur l'île nouvelle Utopia" en 1516. Marx l'utilise comme référence pour l'expropriation de la paysannerie anglaise, malgré qu'il soit obligé à recourir constamment à la description des lois anglaises contre cette expropriation (qu'il utilise comme preuve pour cette expropriation) Cf. Karl Marx, *Das Kapital*, cité d'après l'édition allemande MEW 23 (Dietz : Berlin, 1977), pp. 746-747 (chap. 24. 2). Cf. aussi : Ephraim Lipson, *The Economic History of England, (1) : The Middle Ages* (Londres: Black, 1915), p. 163ss. John Burnett, *A History of the Cost of Living* (Londres : Penguin, 1969), p. 58.

[42] Jones, *Agriculture*, op. cit., p. 100. B. H. Slicher van Bath, *The Agrarian History of Western Europe. A. D. 500-1850* (Londres : Edward Arnold, 1963), p. 319

[43] Cf. Hrothgar J. Habakkuk, "English Landownership 1680-1740", *Economic History Review* 10, 1 (novembre 1939), pp. 2-5. Id., "The Market for Monastic Property 1539-1603", *Economic History Review* 10, 3 (1958), p. 379ss. W. G. Hoskins, *Essays in Leicestershire History* (Liverpool : University of Liverpool Press, 1950), p. 154.

[44] Peter C. Timmer, "The Turnip, the New Husbandry and the English Agricultural Revolution", *Quarterly journal of Economics* 83, 2 (août 1969), p. 395. Eric L. Jones, "The Agricultural Labour Market in England 1793-1872", *Economic History Review* 17, 2 (1964), p. 323.

[45] Among the more recent surveys : M. W. Flinn, "Trends in Real Wages, 1750-1850", *Economic History Review* 28, 3 (1975), F. W. Botham ; E. H. Hunt, "Wages in Britain During the Industrial Revolution", *The Economic History Review* 40, 3 (1987). S. N. Tunzelman, "Trends in Real Wages, 1750-1850, Revisited", *Economic History Review* 32, 1 (1979).

[46] Gordon E. Mingay, *Enclosure and the Small Farmers in the Age of the Industrial Revolution* (New York : MacMillan, 1968), p. 12. Donald W. MacCloskey, "The Economics of Enclosure : A Market Analysis", in William N. Parker ; Eric L. Jones, eds., *European Peasants and Their Markets. Essays in Agrarian Economic History* (Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1975), pp. 145-146. A. R. Bridbury, "Sixteenth Century Farming", *Economic History Review* 27, 4 (1974), p. 550.

[47] James D. Chambers ; G. E. Mingay, eds., *The Agricultural Revolution 1750-1880* (Londres : Betsford, 1966), p. 120. Mark Blaug, "The Myth of the Old Poor Law and the Making of the New", *Journal of Economic History* 23, 2 (juin 1963), pp. 169.

[48] Arthur Redford, *Labour Migration in England 1800-1850*, Edited and Revised by W. H. Chaloner (Manchester : Manchester University Press, 1964), p. 189. Thomas Southcliffe Ashton, *An Economic History of England : The 18th*

Century (Londres : Methuen, 1955), p. 10.

[49] C. S. L. Davies, "Peasant Revolts in France and England : A Comparison", *Agricultural History Review* 21, 2 (1973), pp. 124.

[50] Paul Bairoch, *Révolution industrielle et sous-développement*(Paris : Société d'Édition d'Enseignement Supérieur, 1963), p. 31.

[51] Amartya Kumar Sen, *Poverty and Famine. An Essay on, Entitlement and Deprivation*, (Oxford-Clarendon Press, 1981), p. 161.

[52] Pour preuve Cf. Hartmut Elsenhans, "Englisches Poor Law und egalitäre Agrarreform in der Dritten Welt. Einige Aspekte der Theorie, daB Wachstum historisch die Erweiterung des Massenmarktes erforderte und heute die Erweiterung der Massenmarktes erfordert", *Verfassung und Recht in Übersee* 13, 4 (avril 1980), pp. 283-318. Cf. aussi Holderness *Preindustrial England*, op. cit., p.191. Mark blaug, "The Poor Laws Reexamined", *Journal of Economic History* 24, 2 (juin 1964), pp. 229. Joel Mokyr, "Demand vs. Supply in the Industrial Revolution", in Joel Mokyr, ed., *The Economics of the Industrial Revolution* (Londres ; Londres : Allen & Unwin, 1985), p. 14.

[53] Cf. l'analyse de Nicholas Georgescu-Roegen, "Economic Theory ans Agrarian Economics", *Oxford Economic Papers* 12, 1 (février 1960), pp. 35-40.

[54] Cf. Vladimir Il'yitch Lénine, *L'impérialisme comme stade suprême du capitalisme*, cité d'après l'édition allemande, *Lenin Werke*, t. 22, p.

[55] Cf. John W. Kendrick, *Productivity Trends in the United States, A Study by the National Bureau of Economic Research* (Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1961), pp. 166-167. Ernest Helmstädter, *Der Kapitalkoeffizient. Eine Kapitaltheoretische Untersuchung* (Stuttgart: G. Fischer, 1969), 3p. 54-60. Solomon Fabricant, *Basic Facts on Productivity Changes* (New York : NBER Occasional Papers 63, 1959), p. 27. Robert M. Solow, "Technical Change and the Aggregate Production Function", *Review of Economics and Statistics* 39, 3 (août 1957), p. 316.

[56] Luxemburg, *Akkumulation*, op. cit., pp. 88-90.

[57] Luxemburg, *Akkumulation*, op. cit., pp. 116.

[58] Cf. Hartmut Elsenhans, "Der Mythos der Kapitalintensität und die notwendig falsche Technologiewahl der Entwicklungsländer", in Beate Kohler-Koch, ed., *Technik und internationale Entwicklung* (Basen-Basen : Nomos, 1986), pp. 273-276.

[59] La productivité est le rapport entre la valeur des produits et le coût des facteurs de production. La baisse du coût des machines diminue le dénominateur dans ce rapport.

[60] La formulation classique est : M. V. Posner, "International Trade and Technical Change", *Oxford Economic Papers* 13, 3 (octobre 1961), pp. 323-342.

[61] Hartmut Elsenhans, *Egalitarisme social et critique des modes de production dans la périphérie au lieu d'anti-impérialisme et critique des rapports économiques entre le Centre et la Périphérie* (Paris : Université de Paris, Institut d'Etudes du Développement Economique et Sociale, 1981), pp. 52-62.

[62] La formulation classique se trouve : K. E. Berril, "International Trade and the Rate of Economic Growth", *Economic History Review* 12, 3 (1960), pp. 351-359. Sur les Etats-Unis : Erwin Rothbarth, "Causes of the Superior Efficiency of USA Industry as Compared with British Industry", *Economic Journal* 56, 233 (septembre 1946), p. 383. Hrothgar J. Habakkuk, *American and British Technology in the Nineteenth Century. The Search for Labour Saving Inventions* (Cambridge : Cambridge University Press, 1962). Thomas C. Cochran, *Frontiers of Change. Early Industrialism in America* (New York : Oxford University Press, 1981), p. 65. Edwards Ames ; Nathan Rosenberg, "The Enfield Arsenal in Theory and History", *Economic Journal* 78, 312 (décembre 1968), p. 828. Peter Temin, "Labor Scarcity in America", *Journal of Interdisciplinary History* 1, 2 (hiver 1971), pp. 254-263.

Sur l'Allemagne : Klaus Megerle *Regionale Differenzierung des Industrialisierungsprozesses. Der Beitrag Württembergs zur Industrialisierung*

Deutschlands (Berlin : Thèse d'Etat, 1977), pp. 157 - 193. Hubert Kiesewetter, "Regional Disparities in Wages : the Cotto Industry in Nineteenth-Century Germany. Some Methodological Considerations", in Paul Bairoch, eds., *Disparities in Economic Development since the Industrial Revolution* (Londres : Macmillan, 1981), p. 254. Friedrich-Wilhelm Henning, "Die Wirtschaftsstruktur mitteleuropäischer Gebiete an der Wende zum 19. Jahrhundert unter besonderer Berücksichtigung des gewerblichen Bereichs", in Wolfram Fischer, ed., *Beiträge zu Wirtschaftswachstum und Wirtschaftsstruktur im 16. und 19. Jahrhundert* (Berlin : Duncker & Humblot, 1971), p. 117.

Sur l'Australie : Barrie Dyster, "Argentine and Australian Development Compared", *Past and Present* 84 (avril 1979), p. 90.

[63] Cf. I. J. Prothero, "London Chartism and the Trades", *Economic History Review* 24, 2 (1971), p. 219. Michelle Perrot, "Les classes populaires urbaines", in Jean Bouvier, eds., *L'ère industrielle et la société d'aujourd'hui (siècle 1880-1980). Premier volume. Panoramas de l'ère industrielle (années 1880-années 1970) - Ambiguïtés des débuts et croissance effective (années 1880-1914)* (Paris : Presses Universitaires de France, 1979), p. 520. Dick Geary, *European Labour Protest* (Londres : Croom Helm, 1981), p. 38. Kenneth D. Brown, *The English Labour Movement 1700-1951* (New York : St. Martin's Press, 1982), p. 171.

[64] Guk-Yueng Yi, *Staat und Kapitalakkumulation in ostasia ostasiatischen Ländern : Ein Vergleich zwischen Korea und Taiwan*. (Sarrebruck : Breitenbach, 1988).

[65] Hartmut Elsenhans, "Die Überwindung von Unterentwicklung durch Massenproduktion für Massenbedarf - Weiterentwicklung eines Ansatzes", in Dieter Nohlen ; Franz Nuscheler, eds., *Handbuch der Dritten Welt (1) : Unterentwicklung und Entwicklung - Theorien, Strategien, Indikatoren* (Hambourg : Hoffmann & Campe, 1982), pp. 152-182. Id., "Egalitarisme social comme condition du développement économique", *Les Cahiers du CREAD* 7 (1987), pp. 91-128.

[66] Cf. Les cas du Taiwan et de la Corée du Sud : Larry E. Westphal ; LinsuKim ; Carl J. Dahlman, *Reflections on Korea's Acquisition of Technology* (Washington (D.C.) : Banque Mondiale, 1984), p. 32. Alice H. Amsden, "The Division of Labour is

Limited by the Type of the Market : The Case of the Taiwanese Machine Tool Industry", *World Development* 5, 3 (mars 1977).

[67] François Vellas, "Les critères de la hiérarchie économique internationale et l'hypothèse du pays intermédiaire", *Revue d'économie politique* 95, 5 (septembre ; octobre 1985), pp. 544-555. Michael J. Sharpston, "Die politische ökonomie der Fertigwaren aus Entwicklungsländern", *Finanzierung und Entwicklung* 11, 4 (décembre 1974), pp. 32-34. Hugo Dicke ; Hans H. Glismann ; Ernst - Jürgen Horn, *Beschäftigungswirkungen einer verstärkten Arbeitsteilung zwischen der Bundesrepublik und den Entwicklungsländern* (Tubingen : J.C.B. Mohr, 1976), p.112.

[68] Cf. Hartmut Elsenhans, "Social Consequences of the NIEO. Structural Change in the Periphery as Precondition for Continual Reforms in the Centre", in Egbert Jahn ; Yoshikazu Sakamoto, eds., *Elements of World Instability : Armaments, Communication, Food, International Division of Labour* (Francfort : Campus, 1981). Hartmut Elsenhans, "Absorbing Global Surplus Labor", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 492, (Juillet 1987).

[69] Immanuel M. Wallerstein, "Semi-Peripheral Countries and the Contemporary World Crisis", *Theory and Society* 3, 4 (hiver 1976).

[70] L'idée néolibérale d'après laquelle un retour vers le plein emploi serait possible par une baisse des salaires, parce que alors une technologie plus intensive en travail serait possible, repose sur l'idée que la technologie plus productive serait aussi plus chère non pas en argent, mais aussi en quantités de travail. D'après ce qui a été dit sur le caractère du progrès technique, il est clair que, dans le processus de croissance, le prix de la technologie démodée (s'il n'y a pas eu progrès dans sa fabrication) augmente avec le salaire réel, et, en tout cas, sa performance diminue par rapport à la technologie plus moderne, quelque soit le niveau des salaires réels.

[71] Hartmut Elsenhans, *Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft. Versuch über den Staat in der Dritten Welt* (Francfort: Campus, 1981), pp. 118-192. Hartmut Elsenhans, "Rente, sous-développement et Etat dans le Tiers Monde", *Les Cahiers du CREAD* 5 (janvier ; février 1986).

Hartmut Elsenhans, "Le développement autocentré contradictoire", *Les Cahiers du CREAD* 3 (1984).

[72] Cf. Hartmut Elsenhans, *Possibilité de gestion par les prix dans le cas de retard structurel dans la production de biens d'équipement*, Communication présentée au Colloque International "Plan et Marché" (Alger : C.R.E.A.D., 1989).

[73] Sandro Sideri, "Introduction", in Sandro Sideri, ed., *Chile 1970-73 : Economic Development and its Inter-International Setting. Self-Criticism of the Unidad Popular Government Police* (La Haye ; La Haye : Martinus Nijhoff, 1979), pp. XIX. Sergio Bitar, *Transition, socialismo y democracia. La experiencia chilena* (Mexique : Siglo Veintiuno, 1979), p. 159.

[74] Hartmut Elsenhans, "How to Promote a New International Economic Order", *Foreign Trade Review* (New Delhi) 22, 4 (janvier ; mars 1988), pp. 415-418.